

PS



Secrétariat national à la Riposte

N°11
29 mars 2013

INTERVENTION TÉLÉVISÉE DE FRANÇOIS HOLLANDE

L'intervention de François Hollande était très attendue car la crise dure et l'angoisse monte. En dix mois, de très nombreux dispositifs ont été votés par la majorité, il faut maintenant que chacun s'en saisisse.

Le président de la République est « *le président le plus mobilisé dans la bataille pour l'emploi depuis trente ans, avec un arsenal sans précédent : soutien aux investissements d'avenir, formation professionnelle, sécurisation du travail, lutte contre les rémunérations exorbitantes* », Harlem Désir.

Avec clarté et volontarisme, F. Hollande a réaffirmé la mobilisation générale pour l'emploi et la croissance en 2013, fixé des objectifs précis et annoncé de nouvelles mesures.

La bataille pour l'emploi engagée et amplifiée

- > Les premiers outils ont été votés et mis en œuvre : **contrats de génération et emplois d'avenir, pacte de compétitivité et filières industrielles**, actions pour le logement social et la rénovation thermique des bâtiments, sécurisation des parcours professionnels.
- > François Hollande a rappelé la mobilisation nécessaire de tous (entreprises, ménages, collectivités locales, associations) pour que ces dispositifs permettent **d'inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année 2013** : « *Je n'attends pas la croissance, je la crée* ».

Faire des économies sans défaire l'économie

- > Le président de la République a annoncé un « **choc de simplification** » pour réduire radicalement les démarches administratives des entreprises afin de les aider à embaucher et à se développer. Cela concernera également nos administrations par la dématérialisation des déclarations fiscales par exemple.

- > Les efforts fiscaux ont été demandés aux Français et notamment aux plus riches. Le président s'est engagé pour l'avenir à une **stabilité fiscale**.
- > François Hollande a rappelé le vote il y a quelques semaines de la **loi bancaire** qui non seulement amorce la séparation et la régulation des activités bancaires, plafonne les frais bancaires pour les particuliers mais contraint également les banques à la transparence sur leurs activités dans les paradis fiscaux.
- > Pendant la campagne F. Hollande s'était engagé à mettre en œuvre une taxation à 75 % pour les plus hauts revenus (au-delà de 1 million d'euros). Le Conseil constitutionnel a annulé cette décision prise dès l'entrée en fonction du président. Fidèle à son engagement et soucieux des décisions du Conseil constitutionnel, F. Hollande a annoncé que **les plus grandes entreprises paieront une contribution de 75 %, toutes impositions confondues, sur les salaires supérieurs à un million d'euros**.
- > Sur les allocations familiales, le chef de l'État a été très clair : il n'y aura pas de fiscalisation des prestations familiales. En revanche, dans un souci de justice sociale, **ces allocations seront modulées en fonction des revenus**.
- > Quant aux **retraites**, après avoir rappelé l'accord de l'ensemble des partenaires sociaux sur les retraites complémentaires, François Hollande a confirmé ses objectifs : protéger les petites retraites, départ à 60 ans pour ceux qui ont cotisé suffisamment et réflexions sur un allongement des cotisations avec l'ensemble des acteurs.
- > Le président a fixé un cap pour la France : « *Pour la France et les Français, François Hollande est le président du redressement, du dépassement et de l'apaisement. C'est par la mobilisation de toutes les énergies que la France sera un pays moteur dans une Europe leader* », Guillaume Bachelay, SN à la coordination.

RIPOSTE

Une réorientation de l'Europe en marche

- > Dès sa prise de fonction, le chef de l'État s'est engagé avec force sur la réorientation de l'Europe. **La gestion rigoureuse des comptes publics est une nécessité, mais les politiques d'austérité tuent la croissance et aggravent très durement les situations sociales des plus fragiles.**
- > « Être dans l'austérité, c'est condamner l'Europe à l'explosion (...). Aujourd'hui, prolonger l'austérité, c'est le risque de ne pas aboutir à réduire les déficits et la certitude d'avoir des gouvernements impopulaires dont les populistes feront une bouchée le moment venu », a rappelé François Hollande.
- > Le pacte de croissance, le soutien à la Grèce, la préservation de l'épargne des Chypriotes jusqu'à 100000 euros montrent que malgré les difficultés, la réorientation de l'Europe est possible et qu'elle est en marche.

Mariage pour tous, non-cumul des mandats, laïcité : engagements tenus pour une société plus ouverte, qui promeut l'égalité et renforce le pacte républicain

- > Le président constate les oppositions au **mariage ouvert à tous**, voté au mois de janvier. Mais il a rappelé que cette loi était un engagement connu

lors de sa campagne, sa conviction personnelle et que le respect du débat et des décisions parlementaires constituait une règle impérieuse.

- > F. Hollande a annoncé que dans les prochains jours un projet de loi sur **l'interdiction du cumul des mandats** serait présenté en Conseil des ministres et que cette loi s'appliquerait avant la fin de son quinquennat.
- > À l'occasion d'une décision de la Cour de cassation qui a annulé le licenciement d'une salariée voilée de la crèche Baby-Loup, le chef de l'État a annoncé qu'un travail législatif serait nécessaire, afin de renforcer l'application du principe de **laïcité**.

Sur la scène internationale quand il faut décider d'une intervention au Mali nécessaire et saluée par l'ensemble de la communauté internationale et des responsables maliens ; en Europe quand il faut donner avec force une nouvelle orientation économique et sociale ; en France lorsqu'il faut mener la plus importante des batailles, celle de l'emploi et du retour de la croissance, François Hollande, le gouvernement et la majorité agissent, créent les outils nécessaires et en appellent à la mobilisation de chacun pour une sortie de crise plus rapide.

BATAILLE POUR L'EMPLOI !

Depuis cinq ans le chômage augmente (0,6 % ce dernier mois). C'est une réalité économique et sociale dramatique à laquelle nous sommes confrontés.

Le gouvernement actuel, accusé par l'UMP de ne rien faire pour l'emploi, doit gérer et corriger les conséquences de **la politique de la droite qui pendant dix ans a détruit de l'emploi**.

Dès son élection, François Hollande a donné la priorité à l'emploi. **Les deux principaux engagements (emploi d'avenir et contrat de génération) ont déjà été votés et mis en place.** La mobilisation générale à laquelle les socialistes appellent consiste en ce que désormais les entreprises, les chefs d'entreprise, les syndicats s'emparent rapidement de ces outils pour enrayer la montée du chômage.

La bataille pour l'emploi c'est :

- > La montée en puissance des emplois d'avenir (15000 à la fin du mois de mars, y compris emplois d'avenir professeur)
- > Les contrats de génération, dont le dispositif a démarré il y a une semaine. Les entreprises (et notamment les petites et moyennes d'entre elles) doivent s'emparer de ce dispositif pour recruter des jeunes en CDI
- > Un renforcement des moyens accordés à Pôle emploi avec la création de 2000 nouveaux postes en CDI

Mais aussi :

- > 14000 emplois créés dans l'Éducation nationale dès la rentrée 2013 notamment pour l'accueil des enfants de moins de trois ans et 60000 d'ici 2017
- > 500 emplois créés pour la justice, ce rythme de 500 créations de postes sera maintenu en 2014 et 2015
- > 480 postes supplémentaires ouverts pour la sécurité : 288 pour la police et 192 pour la gendarmerie

CHYPRE : UN SAUVETAGE NÉCESSAIRE, UNE VIGILANCE INDISPENSABLE

Le plan de sauvetage du système bancaire de Chypre, négocié de pied ferme dimanche 24 mars, après une semaine d'incertitudes pour le peuple chypriote, prévoit l'allocation d'un prêt de dix milliards d'euros par le FMI afin de relancer l'économie et la croissance.

- > **La lutte contre les paradis fiscaux** : c'est une des grandes priorités de l'Union européenne depuis une dizaine d'années. Le système bancaire de Chypre est ébranlé, notamment du fait du taux d'imposition très bas sur les sociétés (10 %, contre 30 % en moyenne dans le reste de l'UE) qui en fait une plaque tournante des investissements russes, dont les bénéfices se font sentir en Russie et qui ne profitent ni à Chypre ni à l'UE.
- > La négociation a été âpre sur **la garantie des dépôts bancaires inférieurs à 100 000 euros**, afin de ne pas fragiliser encore plus les petits épargnants et d'éviter la ruée aux retraits de liquidités. Les socialistes européens ont mené la bataille, avec succès.
- > **Le milieu de la finance internationale sera mis à contribution** pour recapitaliser les banques, de même que les dépôts bancaires supérieurs à 100 000 euros qui ne pourront être garantis et participeront à l'effort collectif.

Avant la réunion du 24 mars qui réunissait l'ensemble des ministres de la zone Euro, Pierre Moscovici a affirmé la position de la France :

- > Mettre fin à « l'économie-casino » chypriote
- > Une protection sans condition des dépôts des petits épargnants (jusqu'à 100 000 euros) : *« Il y a une protection des dépôts : ça c'est un principe qui doit être un principe intangible dans l'Union européenne (...). Cela a toujours été la thèse française, c'est celle que j'ai toujours défendue depuis l'origine et c'est celle qui a finalement prévalu »*, a affirmé Pierre Moscovici.
- > Trouver 17 milliards d'euros pour sauver le système financier de Chypre de la faillite - 10 milliards de prêts du Mécanisme de stabilité européen (MES) et sept milliards de Chypre elle-même

Assainir le secteur bancaire, restaurer les finances publiques et le bon fonctionnement de l'économie sont indispensables pour éviter la faillite de l'État chypriote dont les premières victimes seraient les salariés, les ouvriers, les fonctionnaires, tous ceux qui n'ont jamais bénéficié des largesses d'un système bancaire plus intéressé par des capitaux étrangers douteux, que par la maîtrise et la protection de l'épargne populaire.

LA MISE EN EXAMEN DE NICOLAS SARKOZY ET LES OUTRANCES DE LA DROITE

Nicolas Sarkozy a été mis en examen dans l'affaire Bettencourt. **Le volet judiciaire n'appelle aucun commentaire** car il s'agit, c'est une évidence pour les socialistes, de respecter l'indépendance de la justice : laisser les magistrats instruire et juger si nécessaire.

Fidèles à eux-mêmes et à la politique qu'ils ont menée contre la justice pendant cinq ans, de nombreux élus UMP ont proféré des propos honteux : Henri Guaino considère que la décision du juge Gentil « *salit l'image de la France* », quant à Nadine Morano elle ose comparer la mise en examen de Sarkozy à l'affaire Outreau.

Ces dernières années, la droite s'est montrée particulièrement méfiante à l'égard de la justice, supprimant des tribunaux, des postes de magistrats, souhaitant même la suppression du juge d'instruction. Et de façon générale, **la droite n'a jamais souhaité l'indépendance de la justice à l'égard du pouvoir politique**. Ceci n'est pas notre conception ni de la séparation des pouvoirs, ni du rôle de la justice dans notre pays.

À l'inverse, la gauche, par la voie de la garde des Sceaux Christiane Taubira, a annoncé la présentation prochaine d'une loi pour garantir l'indépendance de la justice, pour plus d'égalité de chacun devant la loi, pour un meilleur respect des magistrats et pour une plus grande efficacité du travail de l'instruction.

Le Parti socialiste et le gouvernement sont particulièrement attachés à deux principes qui ne peuvent qu'aller de pair : indépendance de la justice et respect de la présomption d'innocence.

« Les propos répétés de responsables de la droite mettant en cause directement l'impartialité d'un juge d'instruction illustrent, s'il le fallait encore, leur incapacité à accepter une justice dont l'indépendance est un principe constitutionnel », Marie-Pierre de la Gontrie, Secrétaire nationale aux libertés publiques et à la justice.

MANIFESTATION CONTRE LE MARIAGE POUR TOUS : QUAND LA DROITE SOUHAITE QUE « LA RUE » GOUVERNE

Peu importe le nombre de manifestants à Paris ce 24 mars. La bataille des chiffres n'est pas ce qu'il faut retenir.

Les organisateurs ont été dépassés par des groupuscules d'extrême droite qui n'ont pas hésité à se poster devant les forces de l'ordre pour investir les Champs-Élysées pourtant interdits pour cette manifestation (comme pour beaucoup d'autres !).

Les élus UMP enchaînent les propos les plus déshonorants : quand certains demandent à François Hollande de revenir sur son engagement de campagne au mépris des débats et des votes parlementaires, d'autres demandent la démission de Manuel Valls et du Préfet de Police parce que les forces de l'ordre auraient « gazé des enfants ».

Ces élus ont perdu tout sens de la mesure. Que n'a-t-on entendu de leur part quand des centaines de milliers de gens ont manifesté contre la réforme des retraites en 2010 ? **À cette époque, il ne fallait pas que la rue gouverne.**

Ceci montre non seulement que la droite ne digère pas sa défaite de mai dernier, mais qu'elle supporte encore moins que la gauche puisse gouverner. Pour l'UMP, la gauche ne peut gagner que par un hold-up, que par « *effraction* » comme le disait François Barouin.

Le mariage ouvert à tous les couples était un engagement connu de la campagne de François Hollande, les députés de l'opposition ont pu débattre et déposer des amendements dans le cadre du travail parlementaire et les Français sont majoritairement favorables à ce nouveau droit qui permet d'abord l'égalité des couples.